

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFIATIVE

POUR L'ANNEE 2010

Présenté

Au nom de M. Paul BIYOGHE MBA

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Blaise LOUEMBE

**Ministre du Budget, des Comptes Publics,
de la Fonction Publique chargé de la Réforme de l'Etat**

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2010	5
I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
A- La conjoncture dans les principaux pays industrialisés	7
B- La conjoncture dans les pays émergents et en développement	8
C- L'évolution des cours des produits de base	9
II- CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL	10
A- Les Principaux secteurs d'exportation	10
1- Le secteur pétrolier	10
2- Le secteur des mines	11
3- La filière bois	11
B- Les autres secteurs d'activité	11
1- L'agriculture, la pêche et l'élevage	11
2- Les agro-industries	12
3- Les autres industries	12
4- Le bâtiment et travaux publics	13
5- L'eau et l'électricité	13
6- Le raffinage	13
7- Les transports et télécommunications	13
8- Le commerce	14
9- L'hôtellerie et la restauration	14
C- Le Produit intérieur brut en 2009	14
D- L'emploi, les salaires et les prix	15
E- La balance des paiements	15
F- La monnaie et le crédit	16
1- Les ressources du système monétaire	17
2- Les contreparties de la masse monétaire	17
3- La politique monétaire	17

G- La situation des finances publiques	18
1. En 2009	18
2. A fin mars 2010	25
DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.....	33
I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES	35
A- Les principales hypothèses	35
B- Les résultats de la projection.....	36
1. L'équilibre des biens et services	36
2. Les comptes des agents	37
II - POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT	38
A- De la prise en charge des besoins de fonctionnement dans le projet de loi de finances rectificative	39
B- Du réaménagement partiel du budget d'investissement	40
TROISIEME PARTIE : L'EQUILIBRE FINANCIER.....	44
I - L'EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES	46
A - Les ressources propres.....	47
1. Les recettes pétrolières.....	47
2. Les recettes hors pétrole (hors dons)	49
3. Les dons.....	51
B - Les dépenses courantes et les prêts nets	51
1. Analyse globale	51
2. Analyse détaillée	52
II - L'EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	56
A - Les ressources d'emprunt	56
B - Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits.....	57
C - L'affectation des résultats	59

**PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE LA LOI DE
FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2010**

I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale connaîtrait une reprise soutenue en 2010. Celle-ci serait favorisée par un raffermissement de l'activité, grâce notamment à la vigueur de la production industrielle et au rebond du commerce mondial. Ainsi, le re-décollage de la demande privée, la confiance progressive des consommateurs et l'évolution favorable du marché du travail dans les pays avancés militeraient pour une croissance mondiale de 4,6% en 2010.

Par zone, les projections économiques dans les pays avancés laissent apparaître une nette amélioration du fait de meilleures perspectives aux Etats-Unis, au Japon et dans les principaux pays de la zone Euro. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait également retrouver son élan et demeurer forte en 2010, avec toutefois des différences notables entre régions.

A- La conjoncture dans les principaux pays industrialisés

Les résultats économiques des pays avancés seraient en nette progression à moyen terme conditionnés par la poursuite des efforts visant un rééquilibrage crédible des finances publiques. La politique monétaire devra être accommodante et complétée par des réformes structurelles et celles du secteur financier. Dans ces conditions, l'activité réelle des économies avancées progresserait au rythme de 2,6%.

Aux **Etats-Unis**, l'activité recommencerait à progresser en 2010. Cela se traduirait par une croissance annuelle de 3,3%. Cette évolution serait justifiée par une atténuation de la dégradation des marchés du travail et immobilier, et par une reprise de la production industrielle en dépit d'une atonie de la consommation.

L'économie **japonaise** bénéficierait des effets positifs de la croissance chinoise en 2010. Les perspectives font, en effet, apparaître une stabilisation de la production industrielle et une amélioration de la confiance des ménages qui alimenteraient une expansion de 2,4%.

Dans la **zone euro**, la reprise serait modeste en 2010 avec un taux de croissance de 1%. En dépit d'une injection massive de fonds dans l'activité par les pouvoirs publics, la situation économique de la zone reste fragile et dépend de la stabilité financière des Etats et de la bonne

coordination des mesures visant à rétablir la confiance dans le système bancaire.

Ainsi, l'**Allemagne**, la **France**, l'**Italie** et l'**Espagne** enregistreraient respectivement les taux de croissance suivants : 1,4% ; 1,4% ; 0,9% et -0,4%.

B- La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Dans l'ensemble, les pays émergents et en développement connaîtraient de bonnes évolutions économiques en 2010. La croissance de cette catégorie d'économies s'établirait à 6,8%.

La plupart des pays de l'**Europe centrale et orientale** ont été fortement ébranlés par la crise financière internationale. Néanmoins, l'embellie économique mondiale prévue en 2010 devrait profiter à ces pays pour une croissance projetée à 3,2%. L'économie russe serait en expansion de 4,3%, confirmant ainsi sa sortie de la récession.

Les pays émergents d'Asie obtiendraient une expansion de 9,2%, grâce aux performances économiques de la **Chine** et de l'**Inde**. Ces deux pays enregistreraient respectivement 10,5% et 9,4% de taux de croissance.

Le ralentissement du commerce mondial a eu un impact récessif sur les économies d'Amérique latine, en dépit de la reprise des cours des principaux produits de base. Avec la reprise de l'économie mondiale, la croissance repartirait à 4,8% en 2010. Dans ce contexte, le **Brésil** et le **Mexique** renoueraient avec une croissance positive respective de 7,1% et 4,5%.

Les économies du Moyen-Orient progresseraient de 4,5% du fait essentiellement de la bonne tenue des cours du pétrole.

Les économies des pays Africains au sud du Sahara ont été affectées en 2009 par les effets de la fluctuation des cours des principaux produits de base et la baisse de l'aide publique au développement. Toutefois, la tendance générale serait marquée par une reprise plus forte autorisant une évolution du PIB de 5%. L'**Afrique du Sud** et le **Nigéria** atteindraient respectivement 1,7% et 5% de taux de croissance.

Dans la CEMAC, la reprise serait également plus dynamique. Ainsi, le redémarrage progressif des exportations et la bonne tenue des cours du pétrole brut favoriseraient un taux de croissance réel de 3% en 2010.

Le **Congo**, avec 12,2% de taux de croissance, aurait la plus forte évolution de l'activité dans la zone. Le **Cameroun**, le **Tchad** et la **Centrafrique** bénéficieraient respectivement d'une hausse du PIB de 3,6%,

4,6% et 3,1%. En revanche, la **Guinée Equatoriale** enregistrerait, pour la deuxième année consécutive, une croissance négative de 2,8%.

C- L'évolution des cours des produits de base

Les prix des matières premières seraient à nouveau orientés à la hausse en 2010, en raison de la reprise de l'activité économique mondiale, notamment dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique.

Le pétrole

Avec la reprise plus rapide de l'économie mondiale, il en résulterait une demande supplémentaire de 900.000 barils par jour sur le marché pétrolier, occasionnant un redressement des cours. Le prix moyen du Brent pourrait ainsi terminer à 74,3 dollars américains, contre 70 dollars américains dans les prévisions du début d'année.

Les oléagineux

En 2010, malgré une production record de 330 millions de tonnes, les cours des grains oléagineux progresseraient de 16%, atteignant 595,45 dollars américains la tonne pour l'huile de soja et 446,6 dollars américains la tonne pour l'huile de palme en 2010.

Le caoutchouc

La production mondiale de caoutchouc devrait s'établir à 9,5 millions de tonnes en 2010, soit une baisse de 6% par rapport à 2009. Cette baisse s'explique par la sécheresse qui touche les pays producteurs, notamment la Thaïlande. Ainsi, le caoutchouc de la variété SMR20 s'échangerait en moyenne à 9,75 ringgit¹ par kilogramme contre 7,5 ringgit par kilogramme en 2009, soit une appréciation de 34,5%.

Le café

L'organisation Internationale du Café (ICO) prévoit une production mondiale pour la campagne caféière 2009/2010 de 122 millions de sacs, alors que la demande mondiale devrait atteindre 134 millions de sacs en raison de l'augmentation de la demande de café dans l'Union européenne et les Etats-Unis. Dans ce contexte de déficit de l'offre, le prix

¹ 1 ringgit=0,28719 cent

moyen de l'ensemble des variétés, en hausse substantielle, pourrait s'établir à 157 cents la livre.

Le cacao

La production de la campagne cacaoyère 2009/2010 se fixerait à 2,9 millions de tonnes contre 3,7 millions de tonnes lors de la campagne précédente. Cette évolution baissière est liée au vieillissement des champs de Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao et au phénomène El Niño en Indonésie, dans un contexte de fermeté de la demande en hausse de 3%. Aussi, les cours du cacao devraient-ils s'apprécier de 8,6% pour s'échanger à 2.741 dollars américains la tonne en 2010, confortés par les achats techniques des fonds d'investissements.

Le sucre

L'International Sugar Organisation (ISO) prévoit un marché déficitaire en 2010, avec une production mondiale de sucre de 157 millions de tonnes et une consommation de 166,6 millions de tonnes. Suite à l'envolée constatée en début d'année 2010, les cours du sucre pourraient atteindre 23 cents la livre. Cette évolution est imputable à l'entrée de l'Inde, second producteur mondial de sucre, en tant qu'importateur net et à la transformation en éthanol de la moitié de la production sucrière du Brésil, premier exportateur mondial.

L'or

La production mondiale d'or stagnerait autour de 2.500 tonnes en 2010, pour un cours en hausse, alimenté par les tensions liées à la situation budgétaire en Grèce et des inquiétudes du marché sur la situation économique de l'Espagne et du Portugal. Ainsi, l'once d'or s'échangerait contre un prix moyen de 1.058 dollars américains.

II- CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL

A- Les Principaux secteurs d'exportation

1- Le secteur pétrolier

La production pétrolière est estimée à 12,326 millions de tonnes en 2010, en hausse de 4,2% par rapport à 2009 (11,825 millions de tonnes), en raison des bons rendements des gisements Koula, Gwedidi, Banio et Onal, sur lesquels opèrent Shell Gabon et Maurel&Prom, ainsi que de la poursuite des efforts d'investissements sur les anciens champs matures.

La reprise attendue de l'économie mondiale en 2010, entraînerait une appréciation de 20,7% du prix moyen du Brent, qui s'établirait à 74,3

dollars américains le baril. Corrélativement au Brent, le prix du brut gabonais reviendrait à 71 dollars américains au cours de la période.

Le dollar américain s'échangerait à 500 F.cfa en moyenne annuelle contre 472,1 F.cfa en 2009, s'appréciant ainsi de 5,9%.

2- Le secteur des mines

L'objectif de production de trois (3) millions de tonnes, dont 397.440 tonnes d'agglomérés, devrait être atteint en 2010, soit une nette amélioration de 54% par rapport au niveau réalisé en 2009. Cette hausse serait soutenue par la fermeté de la demande de l'acier sur le marché international, par la fin du déstockage en Chine (premier client) et par le relèvement des prix de vente de manganèse.

3- La filière bois

En 2010, le secteur forestier se caractériserait par une baisse de son niveau d'activité, suite notamment à la mise en application de la décision gouvernementale d'interdire les exportations de grumes à compter du 15 mai 2010. Cela se traduirait par une réduction de moitié de la production de l'exploitation forestière et un retrait de 63,2% des exportations à 600.000 mètres cubes.

B- Les autres secteurs d'activité

1- L'agriculture, la pêche et l'élevage

Le renforcement des projets « PADAP » et « Extension Maraîchage », sur l'ensemble du pays, occasionnerait un accroissement des productions maraîchères et vivrières en 2010 dans le prolongement de 2009. Cette activité générerait un chiffre d'affaires de près de 10 milliards F.cfa.

En revanche, la production halieutique baisserait à nouveau en 2010. Le défaut d'équipements portuaires capables de soutenir une véritable activité de pêche industrielle en est la principale raison.

2- Les agro-industries

En 2010, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées améliorerait ses performances industrielles, malgré le niveau élevé des cours des matières premières (orge et houblon). Le chiffre d'affaires devrait connaître une augmentation appréciable pour se situer à 100 milliards de F.cfa.

Les performances de la branche meunière pourraient se détériorer en 2010, en raison de la nouvelle flambée du prix du blé sur le marché international, consécutivement à l'embargo sur les exportations de blé de la Russie, troisième exportateur mondial.

Dans la branche des tabacs, l'année 2010 serait marquée par une quasi-stabilité de l'activité sur le plan commercial en rapport avec la faiblesse des exportations de scaferlatis vers les pays de la CEMAC.

S'agissant des huiles et corps gras, l'année 2010 présenterait de meilleures perspectives grâce à une importante hausse de la production et du chiffre d'affaires consécutive aux travaux de modernisation des usines et des extensions des plantations de palmeraies.

La branche caoutchouc connaîtrait une reprise de son activité en 2010 après la crise financière internationale qui a frappé de plein fouet le secteur automobile en 2009.

3- Les autres industries

La forte demande des bâtiments et travaux publics (BTP) liée aux travaux du cinquantenaire du Gabon, à l'organisation de la CAN 2012 et des travaux de viabilisation des terrains serait bénéfique à l'activité globale des industries de transformation en 2010. Ainsi, la production de ciment, l'exploitation de sable et l'industrie de peinture enregistreraient une activité soutenue.

Par ailleurs, la fabrication des tôles pourrait être marquée par une hausse du volume de vente sous l'effet de la demande des grandes surfaces commerciales et des quincailleries. Toutefois, la chaudronnerie et la charpente métallique souffriraient de la baisse d'activité de l'exploitation forestière et de la concurrence des produits importés de l'Asie, notamment de la Chine.

4- Le bâtiment et travaux publics

En 2010, il est prévu un raffermissement de l'activité des BTP. La volonté du Gouvernement à développer les infrastructures publiques et les logements sociaux, se traduisant par l'augmentation du budget d'investissement à près de 900 milliards de F.cfa est à l'origine de cette embellie.

5- L'eau et l'électricité

Le secteur énergie présenterait des performances positives en 2010. Aussi, la production nette d'électricité, en hausse de 6%, s'établirait-elle à 1.820 millions de KWH, alors que celle de l'eau progresserait de 5% pour atteindre 85 millions de mètres cubes. Le secteur bénéficierait de la consolidation de la demande suite à la relance de l'activité de Comilog et l'augmentation du nombre d'abonnés. Le projet d'investissement pour la remise à niveau des installations est estimé à 65 milliards de F.cfa en 2010, soit une appréciation de 62,5%.

6- Le raffinage

L'amélioration de l'outil de production suite à la mise en œuvre du plan de redressement permettrait à la raffinerie de traiter 900.000 tonnes de brut, volume en hausse de 55% par rapport à celui de 2009.

7- Les transports et télécommunications

L'année 2010 serait marquée par une relative atonie de l'activité du secteur des transports et auxiliaires de transport, en dépit de la poursuite de la stabilité dans le transport aérien et l'amélioration du volume des autres marchandises.

L'arrivée d'un quatrième opérateur, en l'occurrence AZUR, devrait davantage accentuer la concurrence au niveau de la téléphonie mobile et favoriser la création des produits à forte valeur ajoutée, ainsi que l'amélioration des réseaux. Dans ce contexte marqué également par l'intensification de la couverture nationale, le secteur des télécommunications enregistrerait de bonnes performances en 2010.

8- Le commerce

Pour le commerce général structuré, l'on prévoit en 2010 une hausse modérée du niveau d'activité de 3% et ce, malgré la politique de fidélisation des principaux clients.

De même, les filières « produits pétroliers » et « véhicules » enregistreraient de mauvais résultats compte tenu de la contraction des commandes des principaux clients, notamment la SEEG et le secteur forestier.

Concernant la vente des produits pharmaceutiques, la demande croissante du marché national et l'extension du réseau de pharmacies contribueraient à une hausse de 7% du chiffre d'affaires en 2010.

9- L'hôtellerie et la restauration

Le secteur de l'hôtellerie, du tourisme, de la restauration et des loisirs connaîtrait une amélioration dans sa globalité en 2010. Ce dynamisme résulterait de l'émergence des nombreux hôtels de moyennes capacités (projets CAN), l'achèvement des travaux de réhabilitation de certains hôtels, l'amélioration des grilles tarifaires, la progression attendue du nombre des visiteurs et les effets induits du secteur pétrolier. Ainsi, le chiffre d'affaires progresserait de près de 4% pour s'établir à 20,4 milliards de F.cfa.

C- Le Produit intérieur brut en 2009

L'activité économique s'est contractée en 2009 dans le sillage de l'économie mondiale. Le secteur non pétrolier, principal soutien à la croissance au cours des cinq dernières années, a reculé de 1,8% à la suite de la baisse de la production du manganèse, des autres industries, du raffinage, des BTP, des transports et des communications essentiellement.

Cette contre-performance du secteur hors pétrole est à l'origine de la contraction de 1,4% du produit intérieur brut (PIB) en volume, malgré le redressement de la production pétrolière en liaison avec la mise en production de nouveaux gisements et les efforts soutenus en matière d'investissement sur les champs marginaux.

Tableau 1 : Evolution du PIB réel (en %)

	2007	2008	2009
PIB total	5,6	2,3	-1,4
Pétrole	1,7	-2,6	0,1
Hors pétrole	6,5	3,5	-1,8

Source : DGELF

D- L'emploi, les salaires et les prix

Le recul du niveau général de l'activité en 2009 a engendré une réduction de 1,2% des effectifs du secteur privé moderne. Cette baisse, relativement moins importante qu'en 2008 (-8,6%) est due pour l'essentiel aux licenciements économiques dans les secteurs du bois (-2,5%), des BTP (-8,2%), des autres industries (-4,6%), des services (-1,2%) et du commerce (-0,9%).

Corrélativement à la diminution des effectifs, la masse salariale du secteur privé moderne s'est légèrement contractée de 0,6%.

En revanche, le nombre d'agents publics a augmenté de 3,5% sous l'effet des recrutements dans la Fonction Publique (4,5%), principalement dans les secteurs de l'Education, de la Santé, de l'Action sociale et dans celui de l'Administration générale. La hausse des effectifs - couplée avec la régularisation des situations administratives des agents, les mesures en faveur des fonctionnaires (augmentation des primes de transport et de rentrée scolaire) ainsi que les revendications corporatistes - a induit une progression de 18,4% de la masse salariale du secteur public.

Par ailleurs, la hausse des prix à la consommation a fortement ralenti en 2009. L'inflation a été de 1,9% en moyenne annuelle après 5,3% atteint en 2008. Cette décélération des prix, favorable au pouvoir d'achat des ménages, s'explique par le ralentissement des prix des produits alimentaires et du logement, ainsi que par la baisse des prix des transports.

E- La balance des paiements

La balance globale s'est caractérisée par un solde déficitaire de 0,4 milliard de F.cfa après un excédent de 371,1 milliards de F.cfa enregistré en 2008. Ce déficit est le résultat de la dégradation substantielle du solde de la balance des transactions courantes (-69,7%) consécutive à la

détérioration de la balance commerciale (-48,9%) en dépit de la réduction du déficit de la balance des capitaux (+67,1%).

F- La monnaie et le crédit

A fin décembre 2009, la situation monétaire large, en liaison avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur se caractérise par :

- une légère hausse des disponibilités monétaires ;
- une contraction des avoirs extérieurs nets ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement.

Tableau 2 : Situation monétaire large (en milliards de F.cfa)

<i>Source : BEAC ; *projections (programmation monétaire)</i>	déc-08	déc-09*	déc-09/déc-08
<i>Disponibilités monétaires</i>	770,9	779,4	1,1%
- Monnaie fiduciaire	228,8	218,1	-4,7%
- Monnaie scripturale	542,1	561,3	3,5%
<i>Quasi-monnaie</i>	369,5	373,6	1,1%
Masse monétaire	1140,4	1153	1,1%
Ressources extra monétaires	277,1	222,5	-19,7%
Total ressources	1417,5	1375,5	-2,9%
Avoirs extérieurs nets	981,1	924	-5,8%
Crédit intérieur	436,4	451,5	3,5%
- Créances sur l'économie	673,1	703,8	4,6%
- Créances nettes sur l'Etat	-236,7	-252,3	6,6%
Total contreparties	1417,5	1375,5	-2,9%

1- Les ressources du système monétaire

Au 31 décembre 2009, les ressources du système monétaire fléchissent de 2,9% pour se situer à 1375,5 milliards de F.cfa, consécutivement à la baisse des ressources extra-monétaires (-19,7%). La masse monétaire a augmenté de 1,1% à 1153 milliards de F.cfa, concomitamment à la hausse du crédit intérieur (3,5%).

2- Les contreparties de la masse monétaire

A fin décembre 2009, les avoirs extérieurs nets du système bancaire sont en retrait de 5,8% à 924 milliards de F.cfa, en liaison avec la baisse conjuguée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-6,1%) et des banques créatrices de monnaie (-1,7%).

En revanche, le crédit intérieur croît de 3,5% à 451,5 milliards de F.cfa. Cette augmentation trouve son explication dans la bonne tenue du crédit à l'économie (4,6%) et des créances nettes sur l'Etat (6,6%). En effet, les crédits à l'économie sont évalués à 703,8 milliards sur la période. Cette évolution est liée aux efforts des banquiers d'accompagner l'activité économique et de soutenir les programmes de développement de l'Etat.

3- La politique monétaire

De décembre 2008 à juillet 2009, la politique monétaire de la BEAC est marquée par la réduction des taux directeurs et le resserrement de la politique des réserves obligatoires. Ainsi, les taux ont été modifiés comme suit :

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 5,5% à 4,25% ;
- Taux d'intérêt de prise en pension (TIPP) : 7,25% à 6% ;
- Taux des interventions ponctuelles (TSIP) : 7,25% à -10% ;
- Taux de rémunération : 0,15% à 0,05%.

Toutefois, dans un contexte de reprise de l'économie mondiale et afin de mieux accompagner les politiques de relance des pays membres, la BEAC pourrait être conduite à revoir, d'ici à fin décembre 2010, ses principaux taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires.

G- La situation des finances publiques

1. En 2009

L'exécution du budget à fin décembre 2009 s'est réalisée dans un contexte de morosité des principaux secteurs d'exportation (pétrole, manganèse et bois) liée elle-même aux effets de la récession économique mondiale. Le taux de croissance réel s'établirait à -1,4% dont 0,1% pour le secteur pétrole. En revanche, les pressions inflationnistes se dévissent en liaison avec la faiblesse de la demande internationale. Ainsi, le taux d'inflation annuelle s'est établi à 1,9% à fin 2009.

En liaison avec la situation économique, l'exécution budgétaire de l'Etat à fin décembre 2009 a été caractérisée par une contraction des recettes publiques et une hausse des dépenses qui s'expliquent principalement par les mouvements sociaux ainsi que par l'évolution des glissements catégoriels des agents de l'Etat.

L'exécution des finances publiques au 31 décembre 2009 s'est traduite par une hausse des soldes budgétaires par rapport à 2008. Compte tenu du niveau total des recettes de l'Etat et des dépenses hors dette exécutées respectivement à 1.674,5 milliards de F.cfa et à 1.332,5 milliards de F.cfa, Les équilibres budgétaires ont évolué comme suit :

- un excédent primaire de 341,5 milliards de F.cfa représentant 8,3% du PIB ;
- un déficit primaire non pétrolier représentant -15,9% du PIBHP contre un objectif de -13,6% du PIBHP prévu dans le programme ;
- des soldes budgétaires base ordonnancement et base caisse de 259,3 milliards de F.cfa et 208,5 milliards de F.cfa.

a) Exécution des ressources

Les ressources comprennent les recettes propres et les ressources d'emprunt.

En 2009, les ressources sont dans l'ensemble réalisées au dessus des prévisions de la loi de finances rectificative. En effet, elles dépassent les prévisions de 35,5% atteignant un niveau de 1.773,6 milliards de F.cfa. Cependant, il est observé un recul de 16,3% par rapport à l'année précédente.

Tableau n°3 : Exécution des ressources au 31 décembre 2009

<i>En milliards de F.cfa</i>	Exécution 2007	Exécution 2008	LFR 2009*	Exécution 2009	variation (en %) 2009 /2008	Taux de réalisation en % de la LFR
Ressources propres totales	1.628,3	2.064,1	1.238,6	1.674,0	-18,9	135,2
Recettes pétrolières	958,4	1361,4	489,6	836,7	-38,5	170,9
Recettes hors pétrole	669,9	702,7	749,0	837,3	19,2	112,3
Ressources d'emprunt	42,8	54,4	70,6	99,6	83,1	141,1
Tirages	42,8	54,4	70,6	99,6	83,1	141,1
TOTAL	1.671,3	2.118,7	1.309,2	1.773,6	-16,3	135,5

Sources : TOFE, DGI, DGB (REF, LFR 2009)

Les recettes propres

En matière de recettes propres du budget de l'Etat (y compris dons et transferts à Sogara) l'objectif de la loi de finances rectificative est largement atteint. Toutefois, en glissement annuel, les recettes pétrolières sont en nette diminution, alors que le rendement des recettes hors pétrole s'est amélioré.

Les ressources propres totales encaissées à fin décembre 2009 se situent à **1.674 milliards de F.cfa** contre une prévision de 1.238,6 milliards de F.CFA. Ce niveau de réalisation est néanmoins en retrait de 18,9% des recouvrements de l'exercice budgétaire 2008.

Les raisons de ce repli sont à rechercher dans le ralentissement de l'activité économique mondiale. En effet, la crise financière internationale, observée au premier semestre 2009, a provoqué la baisse de la demande mondiale notamment dans le secteur pétrolier et donc la

chute des recettes pétrolières (-38,5%) que l'augmentation des recettes hors pétrole (+19,1%) n'a pas pu compenser.

L'évolution du produit des recettes propres en 2009 traduit ainsi un écart à la baisse de l'ordre de **390,1 milliards de F.cfa** par rapport à 2008.

Les ressources d'emprunt

Les ressources d'emprunt, notamment des tirages sur financement extérieurs, ont été mobilisées à hauteur de 99,6 milliards de F.cfa contre une prévision de 70,6 milliards de F.cfa en 2009. Ce niveau de tirages représente 45,2 milliards de F.cfa de plus qu'en 2008.

b) L'exécution des dépenses

A fin décembre 2009, les opérations budgétaires en dépenses publiques atteignent 1.584,4 milliards de F.cfa, dont 51,7% affectés aux dépenses de fonctionnement, 28,7% au règlement du service de la dette et 19,5% à l'investissement.

Les dépenses de **fonctionnement** ont été exécutées à hauteur de 819,7 milliards de F.cfa, soit un dépassement des plafonds arrêtés dans la loi de finances rectificative de 36,6 milliards de F.cfa. Les effets de structure (augmentation des services et activités) ainsi que les recrutements et autres mesures à caractère social destinées à lutter contre l'exclusion sociale et à garantir le pouvoir d'achat des populations expliqueraient cette situation.

Les dépenses d'**investissement** exécutées à 104,8% des prévisions, soit 14 milliards de F.cfa en plus s'établissent à 309,4 milliards de F.cfa. Cette performance est le résultat de l'amélioration continue des décaissements des tirages sur financements extérieurs, dont le niveau a progressé de 83,1% par rapport à 2008. Ils atteignent en effet 99,6 milliards de F.cfa contre un objectif de 70,6 milliards de F.cfa.

Ces décaissements s'expliquent par l'accélération des travaux de réalisation du barrage hydroélectrique du Grand POUBARA, des centres hospitaliers régionaux et des infrastructures routières qui absorbent respectivement 48%, 22,3% et 21,6% des tirages effectués en 2009.

Tableau n°4 : Exécution des dépenses publiques au 31 décembre 2009

<i>En milliards de F.cfa</i>	Exécution 2007	Exécution 2008	LFR 2009*	Exécution 2009	variation (en %) 2009/2008	Taux d'exécution en % de LFR
FONCTIONNEMENT	751,1	791,6	783,1	819,7	3,55	104,68
Traitements et salaires	301,8	324,1	370,0	379,7	17,16	102,62
Biens et services	190,4	208,8	199,9	215,7	3,30	107,90
Transferts et interventions	258,9	258,7	213,1	224,3	-13,30	105,23
INVESTISSEMENT	246,8	298,5	295,4	309,4	3,65	104,75
<i>dont Finex</i>	48,2	54,4	70,6	99,6	83,09	141,08
SERVICE DE LA DETTE (hors dette garantie)	498,2	1192,7	463,1	455,3	-64,70	98,30
Dette extérieure	342,0	988,5	201,3	216,4	-78,11	107,50
Dette intérieure	156,2	204,2	261,9	238,9	17,00	91,24
TOTAL	1.496,1	2.282,8	1.541,6	1.584,4	-30,60	102,78

Sources : TOFE, DGB (REF, LFR 2009)

L'exécution de **la dette publique** en 2009 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement basée sur le respect scrupuleux de ses engagements extérieurs et intérieurs. Dans ce contexte, un effort particulier a été consenti au titre du règlement de la dette intérieure consolidée dans le cadre de la mission technique d'audit de la dette intérieure effectuée en 2008.

A fin décembre 2009, le total des paiements sur la dette directe se chiffre à 455,3 milliards de F.cfa.

Les paiements de **la dette extérieure** sont de 216,4 milliards de F.cfa. Les intérêts et commissions payés se sont élevés à 63,7 milliards de F.cfa. Le remboursement du capital a été effectué à hauteur de 152,8 milliards de F.cfa.

Les paiements de la dette extérieure se répartissent ainsi qu'il suit :

- Dette bilatérale : 126,4 milliards de F.cfa, soit 58,40% ;
- Dette multilatérale : 35,9 milliards de F.cfa, soit 16,62% ;
- Marchés financiers : 54 milliards de F.cfa, soit 24,98%.

S'agissant de **la dette intérieure**, le service exécuté s'est établi à 238,9 milliards de F.cfa. Les intérêts payés ont atteint 5,7 milliards de F.cfa et le principal remboursé à 233,2 milliards de F.cfa.

Les paiements de la dette intérieure se déclinent de la manière suivante :

- Dette bancaire : 65,6 milliards de F.cfa, soit 32,05% ;
- Dette diverse : 36,8 milliards de F.cfa, soit 17,95% ;
- Dette moratoriée : 85 milliards de F.cfa, soit 41,53% ;
- Marché financier : 17,3 milliards de F.cfa, soit 8,47% ;
- Autres : 34,2 milliards de F.cfa dont 28,7 milliards de F.cfa d'arriérés de solde.

c) Le financement

Le solde global de 208,6 milliards a fait l'objet d'un financement extérieur à hauteur de 53,2 milliards et d'un financement intérieur de 155,4 milliards. Dans ce financement intérieur, les systèmes bancaire et non bancaire ont respectivement contribué à hauteur de 6,1 milliards et de 161,5 milliards.

Les opérations de financement des soldes budgétaires se caractérisent par :

- Un financement extérieur net de -53,2 milliards de F.cfa. les tirages sur finex se plafonnent à près de 99,6 milliards de F.cfa ;
- Comparé à fin 2008, on note une légère amélioration de la PNG, toutefois, celle-ci s'accompagne d'une détérioration de la position vis-à-vis du secteur bancaire commercial. Ce mouvement a été amplifié par un léger recul des décaissements.

2. A fin mars 2010

a) Les soldes budgétaires

Le solde d'exécution du budget au 31 mars 2010 est marqué par un excédant budgétaire de 10,8 milliards de F.cfa. En effet, les recettes encaissées s'élèvent à 377,6 milliards de F.cfa contre un niveau de dépenses de 366,8 milliards de F.cfa.

b) Les recettes

Les ressources comprennent les ressources propres et les ressources d'emprunt.

Au 31 mars 2010, les ressources totales mobilisées s'élèvent à 377,6 milliards de F.cfa, soit 19% des objectifs de la loi des finances. Elles connaissent une augmentation de 9,2 milliards de F.cfa par rapport au niveau de 368,4 milliards de F.cfa atteint à la même date en 2009.

Les ressources propres s'améliorent ainsi de 4% alors que les ressources d'emprunt (hors emprunt d'équilibre) sont en retrait de 23%.

Tableau n°5 : Exécution des recettes au 31 mars 2010

En milliards de F.cfa	Exécution 2009	LF 2010	Niveau à fin mars		Variation (en %) mars-10/ mars-09
			2009	2010	
RESSOURCES PROPRES TOTALES	1.674,0	1.719,0	349,6	363,1	3,9
Recettes pétrolières	836,7	940,2	182,9	175,3	-4,2
Impôts sur les sociétés (IS)	272,5	243,5	90,9	33,8	-62,8

Redevance (RMP)	225,2	291,1	36,7	90,5	146,6
Contrats de partage (CEPP)	238,2	347,4	55,3	43,7	-21,0
Transferts à Sogara	65,1	26,7	0,0	7,3	0,0
Autres	35,7	31,5	0,0	0,0	0,0
Recettes hors pétrole, dont	836,8	774,8	166,5	187,8	12,8
Impôts et taxes directes	325,1	235,7	64,2	45,8	-28,7
Impôts et taxes indirectes	141,8	165,9	24,6	40,2	63,4
Recettes douanières	266,1	330,8	65,4	88,0	34,6
Autres	103,8	42,4	12,3	13,8	12,2
Dons	0,5	4,0	0,2	0,0	-100,0
RESSOURCES D'EMPRUNT (hors emprunt d'équilibre)	99,6	278	18,8	14,5	-22,9
Emprunts liés aux dépenses d'investissement	99,6	278,0	18,8	14,5	-22,9
TOTAL	1.773,6	1.997,0	368,4	377,6	2,5

Sources : DGI, DGDDI, DGCP

Exécutées à 21% des objectifs de la loi de finances, les ressources propres s'établissent à 363,1 milliards de F.cfa contre 349,6 milliards de F.cfa en mars 2009. Les ressources propres comprennent les recettes pétrolières et les recettes hors pétrole (y compris les dons).

Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières connaissent une diminution de 4,2%, s'établissant à 175,3 milliards de F.cfa contre 182,9 milliards de F.cfa en mars 2009. Cette situation s'explique principalement par la baisse de l'impôt sur les sociétés pétrolières (-63%), liée à la réduction des prix pétroliers intervenue en 2009.

Les recettes hors pétrole

Les recettes hors pétrole, quant à elles, sont en augmentation de 12,8% comparativement à fin mars 2009. Elles se situent à 187,8 milliards de F.cfa contre 166,5 milliards de F.cfa, soit une hausse de 21,3 milliards de F.cfa ; du fait du bon comportement des impôts et taxes indirects et des recettes douanières.

Les impôts et taxes directs se situent à 45,8 milliards de F.cfa contre 64,2 milliards de F.cfa en mars 2009. Cette baisse s'explique essentiellement par celle de l'impôt sur les sociétés et la réduction du produit des impôts sur les personnes.

Les impôts et taxes indirects, en augmentation de 63,4% comparativement à 2009, s'élèvent à 40,2 milliards de F.cfa. Les raisons de cette évolution sont à rechercher dans le bon rendement de la taxe sur la valeur ajoutée, tiré par le regain d'activités dans le BTP et l'accroissement de la consommation des ménages, suite au relèvement des revenus.

Les recettes douanières sont évaluées à 88 milliards de F.cfa. Elles sont en hausse de 34,6% par rapport à mars 2009. Cette progression est imputable essentiellement à la reprise de la consommation en 2010 et dans une moindre mesure à l'élargissement de l'assiette, du fait de la réforme structurelle entreprise par la Direction Générales des Douanes.

Les autres recettes hors pétrole sont recouvrées à hauteur de 32,6% des prévisions de la loi de finances et atteignent 13,8 milliards de F.cfa.

Les dons n'ont connu aucune mobilisation sur la période.

Les ressources d'emprunt

L'analyse de l'exécution des ressources d'emprunt n'intègre pas l'emprunt d'équilibre. Elle s'intéresse exclusivement aux tirages issus des projets cofinancés.

Ainsi, à fin mars 2010, les tirages sur financements extérieurs ne représentent que 14,550 milliards de F.cfa, soit 5,2% des prévisions.

Ce ratio met en exergue le très faible taux de mobilisation de ces ressources budgétaires, fixées dans la loi de finances 2010 à 278 milliards de F.cfa.

Plusieurs facteurs expliqueraient ces résultats ; il s'agit notamment :

- de l'accumulation d'arriérés durant la période, d'où la frilosité des créanciers pour procéder à des décaissements sur les projets en cours ;
- du retard pris dans la réalisation des conditions suspensives, plus particulièrement l'adoption des projets de lois autorisant l'Etat à s'endetter ;
- de la lenteur des bailleurs, notamment multilatéraux, dans le processus de décaissement, après transmission des avis de tirages par les autorités gabonaises ;
- du manque de lisibilité sur le rythme d'exécution des projets retenus.

c) Les dépenses publiques

Les opérations budgétaires en dépenses publiques atteignent 327,5 milliards de F.cfa en fin mars 2010 contre 307 milliards de F.cfa à la même période en 2009. Le service de la dette représente 22% de ce montant contre 32,2% à la même date l'année précédente.

Tableau n°6 : Exécution des dépenses au 31 mars 2010

<i>En milliards de F.cfa</i>	Exécution	LF	Niveau à fin mars		Variation (en %) mars-10/ mars-09
			2009	2010	
FONCTIONNEMENT	819,7	753,7	163,9	183,2	11,8

Traitements et salaires		379,7	384,5	87,6	89,2	1,8
Biens et services		215,7	162,9	41,6	47,0	13,0
Transferts et interventions		224,3	206,3	34,7	47,0	35,4
INVESTISSEMENT		309,4	897,5	25,9	72,3	179,0
<i>dont Finex</i>		99,6	278,0	18,8	14,6	-22,6
SERVICE DE LA DETTE (hors dette garantie)		472,9	444,8	117,2	72,1	-38,5
Dette extérieure		216,4	240,8	41,7	42,8	2,8
Dette intérieure, dont		256,5	204,0	75,5	29,3	-61,3
<i>DGCP</i>		204,7	154,6	66,5	26,7	-59,9
<i>Trésor</i>		12,9	19,4	0,1	1,1	
<i>Autres</i>		38,9	30,0	8,9	1,5	
TOTAL		1602,0	2096,0	307,0	327,5	6,7

Sources : DGB, DGCP, DGST

Les dépenses hors dette

Les dépenses hors dette se chiffrent à 255,5 milliards de F.cfa, représentant 15,5% des prévisions budgétaires. Par rapport à la même période en 2009, des augmentations sont observés pour 1,6 milliards de F.cfa en ce qui concerne les traitements et salaires, 5,4 milliards de F.cfa pour ce qui est des biens et services et 12,3 milliards de F.cfa pour les transferts et interventions.

Le niveau d'exécution des **les traitements et salaires** (89,2 milliards de F.cfa) est justifié par la prise en compte de :

- la revalorisation des salaires à 150.000 F.cfa (février 2010) ;
- l'octroi du préavis aux agents demis de leur fonction (janvier 2010) ;

- le versement de la prime de solidarité Sociale (février 2010) ;
- la codification de nouvelles fonctions de Cabinet (février 2010) ;
- l'entrée en solde de 1.721 agents du secteur éducation (février 2010).

Les dépenses de **biens et services** et de **transferts et interventions** ont été exécutées à hauteur de 47 milliards de F.cfa. Ce qui représente 28,9% des prévisions des dépenses de biens et services et 22,8% de celles des dépenses de transferts.

En glissement annuel, elles sont en augmentation de 5,4 milliards de F.cfa au titre des dépenses de biens et services et de 12,3 milliards de F.cfa pour les transferts et interventions. Les effets de structure (augmentation des services et autres activités) ainsi que les mesures à caractère social destinées à lutter contre l'exclusion sociale et à garantir le pouvoir d'achat des populations expliqueraient cette situation.

Les dépenses d'**investissement** sont exécutées à 8,1% des prévisions de la loi de finances, soit 72,3 milliards de F.cfa. Elles sont en hausse de 46,4 milliards de F.cfa par rapport à fin mars 2009. Cette performance est le résultat des travaux engagés dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance (11,5 milliards de F.cfa), des projets de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) et autres projets structurants (46,2 milliards de F.cfa) notamment dans le domaine de l'énergie, des travaux publics et de l'habitat.

Les tirages sur les projets co-financés ressortent à 14,6 milliards de F.cfa, soit 5,2% des prévisions.

La dette publique

Les règlements de la dette publique au premier trimestre 2010 s'élèvent à 72,1 milliards de F.cfa, répartis de la manière suivante :

- 42,8 milliards de F.cfa de paiement sur la dette extérieure, dont 36,2 milliards de F.cfa au titre de l'amortissement des emprunts ;
- 26,7 milliards de F.cfa de règlement sur la dette bancaire, la dette moratorisée et les conventions diverses, dont 26,4 milliards de F.cfa consacrés au remboursement du capital ;
- 1,1 milliard de F.cfa au titre de la dette vis-à-vis de la BEAC ;
- 1,5 milliard de F.cfa pour les arriérés de solde.

Les intérêts payés sur la dette totale se chiffrent à 8 milliards de F.cfa. Ils ont été acquittés à hauteur de 6,6 milliards sur les créances extérieures et 1,4 milliard de F.cfa sur les créances intérieures (dont 1,1 milliard de F.cfa d'agios BEAC).

Les paiements effectués au cours de ce trimestre ont permis d'honorer 70% des engagements directs de l'Etat. Aussi, les arriérés de paiement au premier trimestre 2010 s'établissent à 30,4 milliards de F.cfa,

Les arriérés extérieurs qui se chiffrent à 13,4 milliards de F.cfa concernent principalement les échéances du mois de mars 2010. Par contre, les arriérés intérieurs d'un montant de 17 milliards de F.cfa sont en majeure partie imputables à la finalisation de la procédure de paiement par anticipation de la totalité du service de la dette intérieure de l'année.

**DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES
ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT**

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES

En 2010, l'économie gabonaise amorcerait une nette reprise. En effet, bien qu'en recul de 0,4 point par rapport à la prévision initiale, le produit intérieur brut (PIB) en volume augmenterait de 6,1%. L'activité serait soutenue aussi bien par le secteur hors-pétrole (6,5%), que par le secteur pétrolier dont la production corrigée serait en baisse de 0,6% par rapport au niveau initialement prévu.

A- Les principales hypothèses

La production de pétrole serait de 12,326 millions de tonnes en 2010. Cette production, relativement stable par rapport à la Loi de finances initiale (-0,6%), est excédentaire de 4,2% sur celle de l'année précédente. Cette augmentation proviendrait essentiellement de la vitalité des gisements récemment mis en exploitation par les sociétés Addax, Shell Gabon et Maurel&Prom qui viennent compenser la réduction de la production des champs vieillissants.

Le cours moyen du brut gabonais, en hausse de 6,4% par rapport aux prévisions initiales, devrait s'établir à 70,97 dollars américains. Cette appréciation tient compte de l'évolution du cours moyen du Brent, estimé en 2010, à 74,27 dollars américains dans un contexte de demande excédentaire en rapport avec la reprise économique mondiale.

Tableau n°7 : Principales hypothèses du cadrage macroéconomique

	2009	2010		
	Réalisations	LFI	PLFR	PLFR/LFI
Production pétrolière (en milliers de tonnes)	11825	12400	12326	-0,6%
Prix du brut gabonais (en dollar us)	58,76	66,7	70,97	6,4%
Taux de change du dollar en F.cfa	472,1	465,6	500	7,4%
Exports de manganèse (en milliers de tonnes)	2147	3000	3167	5,6%

Prix de vente de manganèse (\$ us/tonne)	176	254,8	187	-26,6%
Exportations des grumes (en milliers m ³)	1632	1420	600	-57,7%
Okoumé	691	566	259	-54,2%
Bois divers	941	854	341	-60,1%
Prix export okoumé (F.cfa/m ³)	66330	57773	61289	6,1%
Prix export bois divers (F.cfa/m ³)	123561	127950	114171	-10,8%

Source : DGELF

De même, en 2010, le Franc cfa devrait en moyenne s'échanger à 500 pour un dollar, du fait de l'appréciation de la monnaie américaine par rapport aux principales devises mondiales, notamment l'euro qui devrait souffrir des turbulences nées de l'endettement excessif des pays de la zone.

Les exportations de manganèse, tirées par le redressement vigoureux de la demande sidérurgique en provenance essentiellement des pays émergents d'Asie en raison des reconstitutions des stocks, progresseraient de 47,5% en 2010 à 3,167 millions de tonnes.

B- Les résultats de la projection

1. L'équilibre des biens et services

Par rapport à la Loi de finances initiale, le produit intérieur brut (PIB) en valeur augmenterait de 2,3% pour se situer à 6.186 milliards de F.cfa. Cette évolution est imputable pour l'essentiel à l'appréciation des termes de l'échange avec notamment, la hausse du prix du pétrole et la faiblesse de l'euro.

En termes réels, le PIB progresserait de 6,1% contre 6,5% initialement prévus. La perte de 0,4 point de croissance serait essentiellement due au secteur hors pétrole dont la production fléchirait de 1,1 point pour atteindre 6,5% sous l'effet de la chute de 56% de la production forestière pour cause d'arrêt des exportations de grumes.

Tableau n°8 : Evolution du PIB réel (en %)

	LF12010	PLFR2010
PIB total	6,5	6,1
Pétrole	1,6	4,2
Hors pétrole	7,6	6,5

Source : DGELF

2. Les comptes des agents

a) Les entreprises

Par rapport à la prévision initiale, la production en valeur des entreprises devrait s'accroître de 0,8% pour atteindre 8.256,6 milliards de F.cfa. Cette évolution favorable s'explique par l'accroissement de 13,6% de la production nominale des entreprises pétrolières qui profitent de la remontée des cours du pétrole. Dans le même temps, la production courante des sociétés non-pétrolières diminue de 5,9% pour s'établir à 5.063,8 milliards de F.cfa du fait du repli de la production et de la faible évolution des prix intérieurs.

Les consommations intermédiaires reculeraient de 3,8%, entraînant une hausse de 3,7% de la valeur ajoutée nominale qui atteindrait 5.195,2 milliards de F.cfa.

b) Les ménages

En 2010, la consommation des ménages devrait demeurer ferme. Ainsi, elle progresserait de 4,8% contre 3,8% dans la prévision initiale. Cette robustesse proviendrait des revenus versés aux ménages en lien avec le dynamisme de l'activité économique nationale et la politique expansionniste du Gouvernement. A cela s'ajouterait la maîtrise de l'évolution des prix à la consommation (1,1%).

c) Les administrations

Les recettes de l'Etat augmenteraient de 118,6 milliards de F.cfa, dont 92,6 milliards des revenus pétroliers. Cette hausse profiterait essentiellement aux dépenses de fonctionnement qui progresseraient de 131 milliards de F.cfa, alors que les dépenses en capital baisseraient de 12 milliards. Cette situation traduit la volonté du Gouvernement de maintenir le déficit primaire à son niveau initial.

d) Le reste du monde

Comparativement à la prévision initiale, le solde des biens et services non facteurs devrait s'améliorer de 6,9%, à la suite de l'augmentation des exportations de manganèse, de la hausse des cours du brut et de l'appréciation du dollar américain. Ce solde passerait de 1.229,3 milliards de F.cfa prévus initialement à 1.313,7 milliards de F.cfa.

II - POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

La prise en compte des mesures urgentes annoncées dans le projet de société « L'Avenir en confiance » du Président de la République, conjuguées aux difficultés techniques apparues dans l'exécution du budget ont nécessité l'élaboration d'une loi de finances rectificative pour 2010.

En effet, dans l'impératif de finaliser le projet de loi de finances pour 2010 dans les délais constitutionnels, le Gouvernement n'avait pas pu tenir compte de certaines de ces préoccupations.

Dans cette optique, tout en maintenant l'essentiel des mesures de politique économique, sociale et financière énoncées dans le rapport économique et financier accompagnant la loi n°001/2010 du 15 février 2010 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2010, le projet de loi de finances rectificative se focalise notamment, sur la finalisation des projets liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) ainsi que sur les attentes des populations rurales répertoriées lors de la caravane " Gabon Profond" effectuée par le Président de la République, à la veille des festivités du cinquantenaire.

Aussi pour la prise en compte de l'ensemble de ces préoccupations, le projet de loi de finances rectificative prévoit une hausse de **131** milliards de F.cfa des dotations en fonctionnement et une légère réduction de 12,4 milliards de F.cfa des crédits d'investissement représentant des virements intervenus dans l'exécution au profit des dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs, l'exécution au 17 juillet 2010, laisse apparaître un disponible de 123,2 milliards de F.CFA correspondant à des crédits de projets non encore engagés qui sont redépoués dans les secteurs prioritaires.

Toutefois, les projets ajournés feront l'objet d'inscriptions systématiques dans le projet de loi de finances 2011.

A- De la prise en charge des besoins de fonctionnement dans le projet de loi de finances rectificative

Les 131 milliards de F.cfa supplémentaires prévus en fonctionnement permettront au Gouvernement de faire face à des impératifs liés à certaines dépenses sensibles et urgentes relatives à la masse salariale, aux "Biens et services" et aux "Transferts et interventions" qui n'avaient pas pu être financées initialement en raison de la réduction du budget de fonctionnement.

1- Au titre de la masse salariale (+40,7 milliards de F.cfa), l'on retient :

- le relèvement à 150.000 F.cfa des salaires des personnels appartenant aux tranches de revenu les plus faibles ;
- le recrutement de 1.772 enseignants au primaire et secondaire et de 232 enseignants et chercheurs au supérieur, de 826 agents dans le domaine de la santé et des affaires sociales, de 6.200 agents dans les forces de défense et de sécurité et de 1.361 agents pour les autres secteurs ;
- le paiement du reliquat de la prime d'incitation à la fonction enseignante (PIFE) de 2009 et le réajustement de la dotation avec la prise en compte des enseignants nouvellement recrutés ;
- l'entrée en solde de 150 agents contractuels de Gabon Poste et Gabon Télécom ;
- la prise en compte des indemnités liées aux sessions extraordinaires du Parlement.

2- En ce qui concerne les biens et services (+66,9 milliards de F.cfa), les dépenses concernées portent notamment sur :

- l'organisation des examens et concours de l'Education nationale et de l'Enseignement Technique ;
- le renforcement du financement de la restauration des étudiants en milieu universitaire ;
- la célébration du cinquantenaire de l'indépendance ;
- la prise en charge de l'épidémie de Chikungunya et le rapatriement de la bombe de Cobaltothérapie ;
- la réalisation d'études et audits en vue de la modernisation de l'Administration et de la réforme budgétaire ;
- l'exposition universelle 2010 à Shanghai ;
- les évacuations sanitaires.

3. Pour ce qui est des transferts et interventions (+23,3 milliards de F.cfa), il s'agit essentiellement :

- de l'octroi d'une rallonge budgétaire pour les bourses ;
- de l'appui à l'activité de la SOGATRA ;
- de la prise en charge budgétaire des agences nouvellement créées ;
- du renforcement des dépenses de sécurité et de souveraineté ;
- de la nécessité pour l'Etat d'honorer ses engagements internationaux à travers une couverture budgétaire conséquente des cotisations et des contributions aux organismes divers.

B- Du réaménagement partiel du budget d'investissement

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, le disponible de **123,2 milliards de F.cfa** dégagés des projets gelés et reportés pour 2011 a été réalloué aux secteurs prioritaires pour des projets ayant un impact direct sur les populations et devant s'exécuter au cours du dernier trimestre de l'année.

Ainsi, ce réaménagement partiel profite essentiellement aux projets répertoriés lors de la caravane Gabon profond effectuée par le Président de la République qui répondent aux attentes des populations rurales.

Ces attentes sont liées en particulier à la route, à l'hydraulique villageoise, à l'électricité et à l'éducation. Il s'agit notamment :

- pour le compte de l'énergie :
 - du programme énergie Photo ;
 - de l'adduction d'eau potable à Ebel Abanga, Oyane (1, 2, 3, 4), Malende ;
 - de la réalisation de forages hydrauliques villageois.
- pour le compte de santé :
 - construction des dispensaires (Oyane 3 et 4) ;
 - réhabilitation du centre de santé de Bifoun ;
 - réhabilitation du centre médical de Kango ;
 - équipement du centre médical de Mounana ;
 - extension du centre de santé de Matsatsa.

Le tableau ci-dessus retrace la répartition des 123,2 milliards de F.cfa.

Tableau n° 9 : réallocation des ressources issues des projets gelés et reportés pour 2011

(en milliards de F.cfa)

LIBELLE	Montant	Pourcentage
Cinquantenaire	27,2	22,1%
Education nationale	4,0	3,2%
Défense Nationale	19,4	15,7%
Equipements et infrastructures	12,8	10,4%
Energie	5,3	4,3%
Habitat	10,7	8,7%
Transports	4,7	3,8%
Présidence	10,6	8,6%
Affaires Etrangères	4,5	3,7%
Budget	3,9	3,2%
Economie	2,8	2,3%
Santé	0,7	0,6%
Autres secteurs	16,6	13,4%
TOTAL	123,2	100,0%

Source : DGB

TROISIEME PARTIE : L'EQUILIBRE FINANCIER

L'équilibre financier de la loi de finances rectificative de l'année 2010 reflète la conjoncture nationale et internationale présentée dans les perspectives économiques. Il prend en compte les mesures annoncées dans le projet de société, « L'Avenir en confiance », et intègre également les attentes des populations rurales répertoriées lors de la caravane "Gabon Profond" du Président de la République.

Ainsi, le budget rectifié de l'année 2010 s'établirait à 2.214,5 milliards de F.cfa contre 2.096 milliards de F.cfa arrêtés dans la loi de finances de l'année, soit une hausse de 118,6 milliards de F.cfa.

I - L'EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires retracent les ressources propres, les dépenses courantes et les dépenses d'investissement de l'Etat.

Tableau n°10 : Résumé des opérations financières de l'Etat

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LF 2010	PLFR 2010	Ecart LF2010/PLFR 2009
1. Opérations budgétaires			
Ressources propres (+)	1.719.046	1.837.646	118.600
Dépenses courantes (-)	877.569	1.008.533	130.963
Dépenses en capital (-)	897.505	885.096	-12.409
Solde des opérations budgétaires (+/-)	-56.028	-55.983	45

Sources : DGB, DGCDI, DGDDI, DGE

A - Les ressources propres

Tableau n°11 : Répartition des ressources propres

(En millions de Fcfa)	LF 2010	PLFR2010	ECART LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Recettes pétrolières	940.252	1.032.753	92.501	9,84
Recettes hors pétrole (hors dons)	774.794	804.891	30.097	3,88
Dons	4.000	3	-3.997	-99,93
Total recettes hors pétrole (y compris dons)	778.794	804.894	26.100	3,35
Totales	1.719.046	1.837.647	118.601	6,90

Sources : DGCDI, DGDDI, DGE

Les ressources propres se décomposent en recettes non pétrolières et en recettes pétrolières.

Les projections de celles-ci pour le projet de Loi de finances rectificative de l'exercice 2010 sont supérieures de 118,6 milliards de FCFA, soit +6,9% par rapport aux objectifs arrêtés dans la loi de finances initiale.

Cette évolution s'explique par :

- la hausse des revenus pétroliers (+9,8%), des droits de douanes (+8,4%) en rapport avec la bonne tenue des cours du pétrole et l'efficacité des réformes structurelles intervenues dans l'administration des douanes ;
- la baisse de 1% des "impôts directs sur les sociétés" et de 10,7% des « taxes sur les biens et services » résultant respectivement de la récession économique de 2009 principalement dans le secteur minier, et de la recrudescence des exonérations sur les marchés de l'Etat.

1. Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières s'établiraient à 1.032,8 milliards de FCFA et dégageraient une plus-value de 92,5 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale 2010. Cette hausse résulterait d'une conjoncture internationale plus favorable, se caractérisant par l'embellie

des cours du brut et l'appréciation du taux de change du dollar américain.

Ainsi, le prix moyen du brut gabonais s'établirait autour de 71 dollars américains contre 66,7 dollars américains dans la loi de finances initiale ; la parité du FCFA par rapport au dollar étant prévue à 500 contre 465,6 initialement.

La production pétrolière devrait varier marginalement, estimée à 12,3 millions de tonnes contre 12,4 millions de tonnes dans le budget initial.

Tableau n°12 : Les recettes pétrolières

(En millions de Fcfa)	LF 2010	PLFR2010	ECART	
			LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Impôts sur les sociétés	243.533	251.309	7.776	3,19
Redevance	291.101	345.408	54.307	18,66
Contrats de partage de production	374.131	404.897	30.766	8,22
Autres recettes	31.487	31.139	-348	-1,11
Redevance superficielle	1.083	2.168	1.085	100,18
Boni	4.015	970	-3.045	-75,84
Participations dans les sociétés pétrolières	26.389	28.001	1.612	6,11
Total	940.252	1.032.753	92.501	9,84

Sources : DGCDI, DGDDI, DGE

Les recettes issues du secteur pétrolier se répartissent en Impôt sur les sociétés, Redevance minière proportionnelle, Contrats de partage de production et autres recettes pétrolières.

L'"Impôt sur les Sociétés" s'établirait à 251,3 milliards de F.cfa dans le projet de loi de finances rectificatives contre 243,5 milliards de F.cfa prévus initialement, soit une augmentation de 7,8 milliards de F.cfa.

La "Redevance Minière Proportionnelle" quant à elle est estimée à 345,4 milliards de F.cfa. Elle serait en hausse de 54,3 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances de l'année.

Estimées initialement à 374,1 milliards de F.cfa, les recettes issues des "Contrats d'Exploration et de Partage de Production" dans les champs pétroliers s'élèveraient à 404,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative, soit un relèvement de 8,2%.

Les **autres recettes pétrolières** resteraient relativement stables, à 31,1 milliards de F.cfa. Ces dernières comprennent :

- des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières évalués à 28 milliards de F.cfa ;

- la redevance superficière arrêtée à 2,2 milliards de F.cfa ;
- le boni sur attribution de permis pour 970 millions de F.cfa.

2. Les recettes hors pétrole (hors dons)

Tableau n°13 : Les recettes hors pétrole (hors dons)

(En millions de F.cfa)	LF 2010	PLFR2010	ECART LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Impôts et taxes indirects	165.925	148.153	-17.772	-10,71
dont TVA	109.128	89.352	-19.776	-18,12
Impôts et taxes directs*	235.677	233.399	-2.278	-0,97
Recettes douanières	330.800	358.430	27.630	8,35
Autres recettes hors pétrole*	42.392	64.909	22.517	53,12
Total	774.794	804.891	30.097	3,88

Sources : DGCDI, DGDDI

Evaluées initialement à 774,8 milliards de F.cfa, les recettes issues du secteur hors pétrole s'établiraient à 804,9 milliards de F.cfa, soit une augmentation de 3,9%.

Elles se décomposent en :

- impôts et taxes indirects : 148,2 milliards de F.cfa ;
- impôts et taxes directs : 233,4 milliards de F.cfa ;
- recettes douanières : 358,4 milliards de F.cfa ;
- autres recettes hors pétrole : 64,9 milliards de F.cfa.

En ce qui concerne les **impôts et taxes indirects**, ils enregistreraient une baisse de 10,7%. En effet, le produit de ces impôts devrait connaître une baisse de 17,7 milliards de F.cfa par rapport aux objectifs arrêtés initialement. Il en va de même pour les recettes de TVA, ainsi que celles de la redevance obligatoire.

Les recettes de TVA se situeraient à 89 milliards de F.cfa contre 109 milliards prévus initialement. Cette baisse proviendrait de l'accroissement des dépenses fiscales liées aux travaux de la Coupe d'Afrique des Nations 2012, le Gouvernement ayant exonéré de TVA lesdits marchés.

Concernant la redevance obligatoire, les recettes devraient atteindre 9,5 milliards de F.cfa contre 11,7 milliards de F.cfa attendus initialement, soit une régression de 19,4%, cette baisse résultant des décalages de paiement constatés chez certains opérateurs.

En ce qui concerne les **impôts et taxes directs**, ils baisseraient de 2,3 milliards de F.cfa pour s'établir à 233,4 milliards de F.cfa. Ce mouvement provient de l'augmentation de 13,1% des Impôts sur les Personnes, malgré la baisse de 9,1% des Impôts sur les Sociétés non pétrolières.

En effet, le rendement des Impôts sur les personnes dégagerait une plus-value de 11,3 milliards de F.cfa par rapport aux prévisions initiales, en dépit de la réforme du barème IRPP intervenue au cours de l'année. Cette hausse résulterait de :

- la croissance économique attendue en 2010 à 6,1% ;
- l'élargissement de l'assiette de l'IRPP concernant la taxation des revenus catégoriels ;
- l'amélioration de la taxation des fonctionnaires notamment par la suppression des abattements non prévus par la loi ;
- l'efficacité accrue des contrôles sur pièces opérés par les services d'assiette sur les retenues effectuées par les entreprises.

En dépit du redressement de l'économie en 2010, les recettes attendues par l'Etat au titre des impôts sur les sociétés devraient régresser de 13,6 milliards de F.cfa par rapport aux prévisions initiales. Cette tendance résulterait de la baisse de 99% de l'impôt sur les sociétés minières dont les résultats ont fortement été perturbés en 2009, du fait de la crise financière internationale.

Quant aux **recettes douanières**, elles atteindraient 358,4 milliards de F.cfa contre 330,8 milliards de F.cfa dans la loi de finances initiale, soit une hausse de 8,3%. Cette évolution s'expliquerait essentiellement par les réformes entreprises visant :

- l'amélioration du recouvrement ;
- la suppression des abattements ;
- la mise en œuvre d'un plan d'action avec l'assistance d'AFRITAC-Centre (FMI).

S'agissant des **autres recettes hors pétrole**, elles plafonneraient à 64,9 milliards de F.cfa contre 42,4 milliards de F.cfa la loi de finances de l'année; soit une augmentation de 22,5 milliards de F.cfa. Cette tendance serait consécutive à l'évolution des autres recettes fiscales et non fiscales.

Les autres recettes fiscales dégageraient une plus-value de 5,7 milliards de F.cfa par rapport aux prévisions initiales en raison du relèvement des

prélèvements effectués sur les dividendes distribués par les sociétés (IRVM) et des droits de mutation. S'agissant tout particulièrement de l'IRVM, la hausse constatée s'explique par le maintien des dividendes à un niveau plus élevé par les entreprises, malgré la situation de crise qui a prévalu en 2009.

Les autres recettes non fiscales regroupent les revenus des participations de l'Etat dans les sociétés non pétrolières et les revenus du domaine de l'Etat qui comprend :

- le domaine minier (Redevance Minière Proportionnelle) ;
- le domaine forestier (Taxe de superficie et d'abattage) ;
- le domaine foncier.

Les revenus attendus dans le cadre du projet de loi de finances rectificative 2010 seraient en hausse de 12 milliards de F.cfa par rapport aux objectifs initiaux.

Cette plus-value s'expliquerait essentiellement par :

- le niveau élevé des dividendes distribués en 2010 par la société COMILOG, soit 10 milliards de F.cfa versés en juin 2010 contre 2,5 milliards attendus initialement ;
- la prise en compte des recettes de l'Artel à la suite de la décision du Conseil des ministres réaffirmant l'unicité de caisse.

A l'opposé, les taxes forestières devraient baisser de 8% en 2010 en raison de l'impact de la mesure d'interdiction des exportations de grumes.

3. Les dons

Le présent projet de loi de finances rectificative enregistrerait une forte baisse des dons par rapport à la prévision initiale.

B - Les dépenses courantes et les prêts nets

Elles comprennent les charges de la dette publique hors remboursement en capital des emprunts et conventions de crédits, les dépenses de fonctionnement, les prêts et avances.

1. Analyse globale

Tableau n°14 : Les dépenses courantes

<i>(En millions de Fcfa)</i>	LF 2010	PLFR 2010	ECART LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Paiements des intérêts de la dette	123.855	123.855	0	0,00
Fonctionnement	753.714	884.677	130.963	17,38
Total	877.569	1.008.533	130.963	14,92

Sources : DGCP, DGB.

Les dépenses courantes seraient en hausse de près de 131 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances de l'année. Ainsi, elles s'établiraient à 1.008,5 milliards de F.cfa.

Les paiements des intérêts de la dette resteraient inchangés à 123,8 milliards de F.cfa.

Les dépenses de fonctionnement quant à elles connaîtraient un relèvement de 131 milliards de F.cfa par rapport au niveau arrêté initialement, et s'établiraient à 884,7 milliards de F.cfa.

2. Analyse détaillée

Les intérêts de la dette publique

Tableau n°15 : Répartition des intérêts de la dette publique

<i>(En millions de F.cfa)</i>	LF 2010	PLFR 2010	ECART PLFR2010/LF2010	
			Valeur	%
Extérieurs	99.332	99.332	0	0
<i>Courant</i>	99.332	99.332	0	0
Intérieurs	24.524	24.524	0	0
<i>Courant</i>	24.524	24.524	0	0
<i>DGCP</i>	5.149	5.149	0	0

TRESOR	19.375	19.375	0	0
Total	123.855	123.855	0	0

Sources : DGCP, DGST, BEAC

Par rapport à la loi de finances initiale, les charges de la dette publique hors remboursement en capital se stabiliseraient à 123,8 milliards de F.cfa.

Ainsi, les intérêts de la dette se décomposent en :

- dette extérieure : 99,3 milliards de F.cfa;
- dette intérieure : 24,5 milliards de F.cfa.

Les paiements d'intérêts de la dette extérieure

Les intérêts sur la dette extérieure comprennent :

- les paiements aux bailleurs multilatéraux : 7,525 milliards de F.cfa ;
- les paiements aux bailleurs bilatéraux : 45,144 milliards de F.cfa ;
- les commissions et frais : 12 milliards de F.cfa.

Les paiements d'intérêts de la dette intérieure

Les règlements d'intérêts de la dette intérieure s'élèveraient à 24,5 milliards de F.cfa comme dans la loi de finances de l'année.

Ils se décomposent en :

- service courant DGCP : 5,149 milliards de F.cfa ;
- intérêts sur la dette Trésor : 19,375 milliards de F.cfa.

Le service courant DGCP se répartit comme suit :

- moratoires : 160 millions de F.cfa ;
- marchés financiers : 2,989 milliards de F.cfa.

Les paiements des intérêts de la dette Trésor se subdivisent en :

- agios BEAC : 6 milliards de F.cfa ;
- intérêts sur tirages FMI : 418 millions de F.cfa ;

- bons d'équipement : 7,957 milliards de F.cfa ;
- pertes de change : 5 milliards de F.cfa.

Le fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à 884,7 milliards F.cfa contre 753,7 milliards de F.cfa arrêtés dans la loi de finances initiale.

Elles comprennent les dépenses relatives aux "traitements et salaires", aux "biens et services" et aux "transferts et interventions".

Tableau n° 16 : Les dépenses de fonctionnement

(En millions de Fcfa)

	LF 2010	PLFR 2010	ECART LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Traitements et salaires	384.500	425.242	40.742	10,60
Biens et services	162.920	229.837	66.917	41,07
Transferts et interventions	206.294	229.598	23.304	11,30
Total	753.714	884.677	130.963	17,38

Source : DGB

Traitements et salaires

La masse salariale atteindrait 425,2 milliards de F.cfa contre 384,5 milliards de F.cfa dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 40,7 milliards de F.cfa. Celle-ci serait essentiellement liée aux facteurs évoqués en page 35 du Rapport économique et financier accompagnant le projet de loi de finances rectificative.

Biens et services

Les dépenses relatives aux "biens et services" seraient en hausse de 66,9 milliards de Fcfa, pour se situer à 229,8 milliards de F.cfa. Ce relèvement est consécutif à la nécessité de couvrir les besoins urgents de l'ensemble de l'administration tel qu'indiqué précédemment en pages 35 et 36 du Rapport économique et financier accompagnant le projet de loi de finances rectificative.

Transferts et interventions

Les dépenses liées aux "transferts et interventions" sont en hausse de 23,3 milliards de F.cfa. Elles se fixeraient à 229,6 milliards de F.cfa contre 206,3 milliards de F.cfa initialement prévus. Comme pour les biens et services, le Gouvernement s'engage à répondre aux multiples sollicitations rappelées précédemment dans sa politique économique et sociale à la 36 du Rapport économique et financier accompagnant le projet de loi de finances rectificative.

Les dépenses en capital

Du fait des mouvements intervenus dans l'exécution du budget, les dépenses en capital ont connu un retrait de 12,4 milliards de F.cfa et se

situeraient à 885,1 milliards de F.cfa contre 897,5 milliards de F.cfa dans la loi de finances de l'année.

Le niveau de 885,1 milliards de F.cfa intègre 261 milliards de F.cfa au titre des projets financés sur les ressources extérieures contre 278 milliards de F.cfa initialement prévus.

Ces dépenses se répartissent entre le développement et l'équipement tel qu'il suit :

Tableau n°18 : Répartition développement – équipement des dépenses d'investissement

(En millions de Fcfa)

	LF 2010	PLFR 2010	ECART LF2010/PLFR2010	
			VALEUR	%
Dépenses de développement	821.609	809.637	-11.972	-1,46
Dépenses d'équipement	75.896	75.460	-437	-0,58
Total	897.505	885.096	-12.409	-1,38

Source : DGB

II - L'EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT

Les opérations de financement reprennent le solde des opérations budgétaires. Elles retracent ensuite les ressources d'emprunt de l'Etat, les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédit et l'affectation des résultats de l'année en cours ou des années antérieures.

A - Les ressources d'emprunt

Les ressources d'emprunt s'élèveraient à 376,9 milliards de F.cfa comme dans la loi de finances initiale. Elles sont constituées d'emprunts liés aux opérations d'investissement pour 261 milliards de F.cfa et de 115,9 milliards de F.cfa au titre d'un financement d'équilibre à négocier auprès du système bancaire.

B - Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits

Tableau n°19 : Répartition des remboursements en capital

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LF 2010	PLFR 2010	ECART	
			PLFR 2010/LF 2010	
			Valeur	%
Extérieurs	141.474	141.474	0	0
<i>Courant</i>	<i>141.474</i>	<i>141.474</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Intérieurs	179.431	179.431	0	0
<i>Courant</i>	<i>154.431</i>	<i>154.431</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
DGCP	149.431	149.431	0	0
Trésor	0	0	0	0
Autres	5.000	5.000	0	0
<i>Arriérés</i>	<i>20.000</i>	<i>20.000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres	20.000	20.000	0	0
<i>Dettes aux agents</i>	<i>20.000</i>	<i>20.000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Restructuration</i>	<i>5.000</i>	<i>5.000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	320.905	320.905	0	0

Sources : DGCP, DGST, BEAC

Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits resteraient à leur niveau initial, soit 320,9 milliards de F.cfa.

Ces remboursements se décomposent comme suit :

- créanciers extérieurs : 141,474 milliards de F.cfa ;
- créanciers locaux : 179,431 milliards de F.cfa.

Les remboursements en capital sur la dette extérieure

Les remboursements en capital se répartissent de la manière suivante :

- dette multilatérale : 28,727 milliards de F.cfa ;
- dette bilatérale : 112,747 milliards de F.cfa.

Les remboursements en capital sur la dette intérieure

Les remboursements en capital de la dette intérieure s'élèveraient à 179,431 milliards de F.cfa et ventilés ainsi qu'il suit :

- service courant DGCP : 149,431 milliards de F.cfa ;
- service courant autres dettes : 5 milliards de F.cfa ;
- arriérés autres dettes : 20 milliards de F.cfa ;
- restructuration : 5 milliards de F.cfa.

C - L'affectation des résultats

Tableau n°20 : Détermination et affectation des résultats des exercices

<i>(En millions de F cfa)</i>	LF 2010	PLFR 2010	Ecart
1. Opérations budgétaires			PLFR2010/LF2010
Ressources propres (+)	1.719.046	1.837.646	118.600
Dépenses courantes (-)	877.569	1.008.533	130.963
Dépenses en capital (-)	897.505	885.096	-12.409
Solde des opérations budgétaires (+/-)	-56.028	-55.983	45
2. Opérations de financement			
Solde des opérations budgétaires (+/-)	-56.028	-55.983	45
Ressources d'emprunts liés (+)	278.000	261.000	-17.000
Remboursements en capital (-)	-320.905	-320.905	0
Financement résiduel (+/-)	98.933	115.888	16.955
Solde des opérations de financement (+/-)	0	0	0
3. Résultats			
Résultat prévisionnel de l'exercice (+/-)	0	0	0
Résultat prévisionnel de l'exercice antérieur (+/-)	0	0	0
Résultat cumulés des années antérieures (+/-)	48.312	48.312	0
Solde à nouveau prévisionnel (+/-)	48.312	48.312	0

Sources : DGB, DGST, DGCP

L'exécution du budget rectifié de l'exercice 2010 se solderait par un résultat prévisionnel nul.

Ainsi, en tenant compte des résultats des années antérieures, le solde à nouveau du compte permanent des découverts du Trésor s'établirait ainsi à 48,3 milliards de F.cfa.

Fait à Libreville, le

Le Ministre du Budget, des
Comptes Publiques, de la
Fonction Publique, chargé de la
Réforme de l'Etat

Blaise LOUEMBE